Investir dans l'avenir du Sahel

ALLIANCE
SAHEL

Le Sahel : au cœur de l'agenda de développement international

L'histoire de la région est riche et sa population résiliente. Mais les pays du Sahel sont aussi confrontés à de multiples défis : pauvreté extrême, insécurité alimentaire, instabilité, vulnérabilité climatique, diversification économique limitée, forte croissance démographique, faibles niveaux d'éducation et d'emploi et manque d'accès à l'énergie et aux services essentiels. Le terrorisme, la criminalité, les trafics divers et les conflits qui frappent la zone sahélienne sont autant de freins au développement régional, malgré les progrès importants réalisés au cours des dernières décennies. Sans investissements supplémentaires, le Sahel risque de devenir d'ici 2030 la région recensant le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté au monde. Sécurité et développement doivent aller de pair afin de déjouer ce scénario.

C'est pour promouvoir, amplifier et accélérer cette approche intégrée de sécurité et de développement que l'Alliance Sahel a été créée en juillet 2017 pour appuyer les efforts des pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad). Il s'agit d'une initiative lancée par la France, l'Allemagne et l'Union européenne avec le soutien de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement, et à laquelle se sont joints l'Espagne, l'Italie et le Royaume uni. D'autres partenaires seront amenés à y prendre part.

L'Alliance Sahel entend apporter une réponse ambitieuse, sérieuse et efficace aux défis auxquels le G5 Sahel fait face. Elle est fondée sur quatre piliers :

I. L'atteinte de résultats tangibles et mesurables selon des objectifs quantifiables et indicateurs définis dans six secteurs d'intervention prioritaires : l'**employabilité des jeunes** ; l'**agriculture**, le **développement rural et la sécurité alimentaire** ; l'**énergie et le climat** ; la **gouvernance** ; la **décentralisation et les services de base** ; et la **sécurité intérieure**. La création d'un million d'emplois est retenue comme indicateur transversal d'ici à 2022.

II. Une redevabilité réciproque des partenaires au développement et des pays du G5 Sahel.

III. La recherche de modalités de mise en œuvre innovantes et flexibles permettant d'agir de façon plus efficace et plus rapide, notamment par la mobilisation du secteur privé.

IV. Un engagement particulier sur les zones vulnérables et fragiles tout en ne négligeant pas les autres zones de la région qui pourraient basculer dans l'instabilité.

Les pays du G5 Sahel ont la possibilité de mobiliser **6 milliards d'euros** sur la période 2018-2022 à travers le portefeuille initial de l'Alliance constitué de **plus de 500 projets**, dont l'ambition est de soutenir les priorités de développement du G5 Sahel énoncées dans les plans de développement nationaux. Le montant global des engagements financiers est amené à augmenter avec la mise en œuvre des projets.

Une première série de projets illustratifs de l'Alliance Sahel vise à améliorer la vie des populations le plus rapidement et concrètement possible. Ces projets vont intervenir dans les zones les plus vulnérables et être mis en œuvre de manière transfrontalière dans les pays du G5 Sahel.

EMPLOYABILITÉ DES JEUNES : ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOIS

La natalité reste forte dans les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, et Tchad) alors que l'espérance de vie augmente. Sans un déclin généralisé du taux de fécondité, ces pays ne pourront pas tirer profit de ce dividende démographique. Créer des opportunités économiques pour les jeunes et améliorer leur accès à l'éducation et à des formations de qualité, adaptés aux besoins du marché, sont donc les priorités de l'Alliance Sahel.

OBJECTIFS

Généraliser le développement des compétences de base des jeunes en assurant leur scolarisation complète dans un enseignement fondamental (primaire et secondaire) de qualité et en réduisant les disparités géographiques, sociales et de genre

- Indicateur : doublement du nombre de jeunes scolarisés au 1er cycle du secondaire

Développer massivement la formation des jeunes adaptée au marché de l'emploi, la structuration des économies et les politiques de développement, en particulier pour le monde rural

- **Indicateur : doublement du nombre de jeunes scolarisés dans l'enseignement technique ou professionnel[1]**

Favoriser l'emploi des jeunes, en particulier les plus vulnérables, en soutenant des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi, l'auto-emploi et les activités génératrices de revenu et des dispositifs de création d'emplois

- Indicateur : augmentation du nombre d'emplois créés grâce à l'action des membres de l'Alliance Sahel

MISE EN OEUVRE

Les membres de l'Alliance Sahel s'engagent à mesurer l'impact de leurs actions dans le secteur de l'employabilité des jeunes. Ces résultats seront évalués grâce à un nombre limité d'objectifs ciblés et mesurables définis ci-dessus.

Une meilleure employabilité des jeunes implique de travailler de concert avec les autres secteurs prioritaires identifiés par l'Alliance et de tenir compte des réalités géographiques pour chaque bassin d'emplois.

Les partenaires s'engagent à employer les mêmes indicateurs de résultats, développer des financements conjoints et partager les informations dont ils disposent ainsi que leurs bonnes pratiques pour parvenir à leurs objectifs.

[1] Le nombre de jeunes scolarisés dans l'enseignement technique et professionnel est l'indicateur clé dans le secteur de l'employabilité des jeunes. Il est en gras, comme le seront tous les indicateurs clés pour chacun des secteurs détaillés dans les fiches suivantes.

AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Au Sahel, deux habitants sur trois vivent de l'agriculture et de l'élevage. Pourtant, avec de faibles rendements et la perte chaque année de plus du tiers des récoltes, la production reste fragile. Une situation aggravée par le changement climatique. La région doit donc impérativement développer une agriculture durable, résistante au changement climatique et susceptible d'attirer les demandeurs d'emploi pour réduire la pauvreté. Elle doit également gérer les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

OBJECTIFS

Renforcer la résilience de la production agricole et pastorale

- **Indicateur 1 : augmentation de 20% du nombre d'hectares bénéficiant d'une maîtrise totale ou partielle de l'eau**
- Indicateur 2 : augmentation de 20% du nombre d'agriculteurs et éleveurs bénéficiant de services de conseil (vétérinaire, phytosanitaire, etc.)

Pacifier les relations entre les agriculteurs et les éleveurs

- Indicateur 1 : réduction de 40% des conflits graves entre agriculteurs et éleveurs
- Indicateur 2 : création de 2500 kilomètres de pistes de transhumance ou à bétail

Augmenter les investissements publics en faveur des zones vulnérables dans le domaine agricole et pastoral

- Indicateur 1 : augmentation de 20% de l'investissement public par habitant dans les zones rurales
- Indicateur 2 : augmentation de 20% du nombre d'emplois créés ou améliorés dans la chaîne de valeur agricole

Réduire la malnutrition et l'insécurité alimentaire

- Indicateur 1 : réduction de 5% du taux de retard de croissance des moins de 5 ans
- Indicateur 2 : réduction de 20% du nombre de personnes en situation alimentaire et nutritionnelle critique

MISE EN OEUVRE

Les membres de l'Alliance Sahel s'engagent à accélérer les résultats de développement dans les secteurs de l'agriculture, de la ruralité et de la sécurité alimentaire. Ces résultats seront évalués grâce à un nombre limité d'objectifs ciblés et mesurables définis ci-dessus.

Les partenaires cherchent à inscrire leur action dans la continuité des stratégies nationales et locales existantes et à inclure les organisations non-gouvernementales, les associations et le secteur privé qui peuvent être amenés à remplacer l'État dans la prestation de services dans les domaines de l'agriculture et du développement rural.

Les partenaires veillent également à bien communiquer entre eux, à échanger leurs informations, et à partager leurs bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne la manière d'impliquer la population locale dans le développement agricole et rural.

ÉNERGIE ET CLIMAT

Le taux d'électrification dans l'ensemble des pays du G5 Sahel est d'environ 20%. Un taux deux fois inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et quatre fois inférieur à la moyenne mondiale.
L'électricité est avant tout un service public, caractérisé par l'absence de concurrence et une production trop limitée pour faire face à la demande. Les sociétés en charge des réseaux sont fragiles sur le plan technique et financier. L'amélioration des services publics d'électricité passe donc par une gestion plus efficace du secteur, afin de réduire les pertes, d'améliorer la santé financière des opérateurs et de faire en sorte que les populations aient accès à une électricité fiable, propre, et abordable (y compris les plus démunis).
L'électrification se fait essentiellement par connexion au réseau, du fait du manque de financement pour développer les énergies renouvelables malgré le fort ensoleillement dont bénéficie la région. De ce fait, l'innovation est l'autre facteur clé de développement du secteur électrique. Il faut trouver des solutions innovantes pour réduire le coût des énergies nouvelles, améliorer l'efficacité des appareils, numériser les infrastructures et les services décentralisés.

OBJECTIFS

Promouvoir un accès universel à des services d'électricité fiables, durables et modernes, en apportant une attention particulière à l'accès en milieu rural

- **Indicateur : 1,4 millions supplémentaires de foyers, entreprises et associations ayant un accès durable à l'électricité**

Améliorer la sécurité de l'approvisionnement en portant une attention particulière aux énergies renouvelables et aux interconnexions régionales

- Indicateur : doublement de la capacité additionnelle renouvelable (production issue de sources d'énergie renouvelable) de 400 à 800 MW environ

MISE EN OEUVRE

Les membres de l'Alliance Sahel s'engagent à accélérer les résultats de développement dans les secteurs de l'énergie. Ces résultats seront évalués grâce à un nombre limité d'objectifs ciblés et mesurables définis ci-dessus.

La collaboration et l'alignement des objectifs entre les partenaires doivent permettre de tirer le meilleur parti des ressources disponibles, d'éviter les duplications et d'améliorer l'efficacité des projets définis dans le domaine de l'énergie.

Les partenaires s'engagent par ailleurs à recourir aux cofinancements dans les zones où ils sont possibles. Il faut également privilégier un travail et des méthodologies en commun pour garantir la coordination et l'efficacité de l'action de l'Alliance.

GOUVERNANCE

Les pays du G5 Sahel sont confrontés à un déficit de gouvernance institutionnelle, territoriale et financière. Les citoyens réclament plus de justice et des institutions publiques en phase avec leurs besoins. Ils souhaitent aussi participer davantage à la vie démocratique de leur pays. Du fait des lenteurs administratives, de la corruption et la faible redistribution des ressources, les citoyens ont peu confiance en leur gouvernement. L'Alliance peut contribuer, avec l'aide des Etats et l'appui de la société civile, à renforcer le contrat social à chaque échelon territorial.

OBJECTIFS

Renforcer l'État de droit par un meilleur rendu de la justice

- Indicateur 1 : formation d'au moins 1600 magistrats, greffiers et avocats leur permettant de mieux appréhender leur mission
- Indicateur 2 : réduction du nombre de personnes en instance de jugement

Améliorer l'efficacité de l'administration

- **Indicateur 1 : 80% des représentants des services déconcentrés de l'Etat (préfets, sous-préfets, directeurs) effectivement en poste dans les territoires**
- Indicateur 2 : 50% des enfants ayant un acte de naissance

Favoriser la contribution des citoyens à l'élaboration des politiques publiques

- Indicateur 1 : 30% des sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales
- Indicateur 2 : formation d'acteurs de la société civile afin qu'ils puissent mieux appréhender et exercer leur rôle

Améliorer la gestion et assainir les finances publiques

- Indicateur 1 : augmentation de 57% du ratio investissements publics financés sur ressources internes par rapport aux recettes fiscales
- Indicateur 2 : renforcement numérique des systèmes informatiques pour contribuer à une meilleure mise en œuvre des dépenses publiques

MISE EN OEUVRE

Les membres de l'Alliance Sahel s'engagent à accélérer les résultats de développement dans le secteur de la gouvernance. Ces résultats seront évalués grâce à un nombre limité d'objectifs ciblés et mesurables définis ci-dessus.

Les partenaires élaborent des programmes d'intervention nationaux, mais encouragent des approches régionales et transfrontalières dès que possible. Ces programmes peuvent être mis en œuvre par les États, mais également par le secteur privé ou la société civile.

DÉCENTRALISATION ET SERVICES DE BASE

La disponibilité et la qualité des services publics de base sont faibles dans les pays du G5 Sahel. La région affiche un taux élevé de mortalité infantile (avant 5 ans), l'accès à l'eau potable, aux soins de santé primaire ou à la protection sociale reste limité. La fourniture de ces services permettrait d'accélérer le développement de la région, mais également d'accroître la légitimité et la confiance des citoyens dans les institutions publiques. La décentralisation et déconcentration des services publics permettraient donc d'assurer la fourniture de ces services et de rapprocher les élus et les administrations de leurs citoyens, grâce au transfert des moyens et de la gestion budgétaire au niveau des collectivités locales.

OBJECTIFS

Améliorer l'accès des populations aux services de base

- **Indicateur 1 : accès de 25 millions de personnes supplémentaires à l'eau potable**
- Indicateur 2 : accès de 30 millions de personnes supplémentaires aux services de santé

Augmenter les ressources financières locales afin d'améliorer les services

- Indicateur : 20% du budget de chaque pays est transféré pour couvrir les besoins des autorités locales

Augmenter la capacité des autorités à assurer leurs mandats

- Indicateur : formation d'élus et d'agents dans les 1600 communes des pays du G5 Sahel, élaboration de plans de développement et d'investissement et de comptes de gestion aux autorités compétentes par chacune des communes

MISE EN OEUVRE

Les membres de l'Alliance Sahel s'engagent à accélérer les résultats de développement dans les secteurs de la décentralisation et des services de base. Ces résultats seront évalués grâce à un nombre limité d'objectifs ciblés et mesurables définis ci-dessus.

Les partenaires s'efforcent d'assouplir leurs méthodes de financement et de réduire le délai de décaissement pour fournir une assistance rapide et flexible aux collectivités les plus vulnérables. Ils apportent une aide budgétaire aux Etats pour que des transferts vers les collectivités soient effectués.

Les partenaires s'engagent à partager leurs évaluations sur les caractéristiques des zones géographiques sélectionnées et sur les risques à prendre en compte dans des environnements souvent volatiles. Ils mettent en commun les informations recueillies dans des bases de données ouvertes.

GENDARMERIE NAT
Une Force Huma

SÉCURITÉ INTÉRIEURE

La multiplication des menaces transfrontalières dans la région (terrorisme, trafics, crime organisé), pèse sur les forces de sécurité intérieure qui manquent de moyens humains, financiers et matériels, et ont du mal à définir des priorités communes claires. L'Alliance soutient ces Forces de sécurité intérieure (FSI) en répondant aux enjeux de développement. Elle intervient notamment pour assurer la protection de la population, établir une relation de confiance entre les FSI et les citoyens, tout en renforçant leurs capacités.

OBJECTIFS

Redéployer les forces de sécurité intérieure pour faire face aux menaces, notamment dans les zones les plus fragiles

- Indicateur 1 : augmentation de 50% de forces de sécurité intérieure déployées
- Indicateur 2 : mise en œuvre de 50% des plans de développement des capacités

Réduire toutes les formes de violence, les taux de mortalité associés et renforcer la confiance des populations envers les forces de sécurité intérieure

- **Indicateur 1 : réduction de 30% du nombre de victimes d'homicides intentionnels**
- Indicateur 2 : augmentation de 50% du nombre de personnes estimant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seul à pied dans leurs zones de résidence
- Indicateur 3 : augmentation de 30% de la proportion de la population dont la dernière interaction avec les forces de sécurité intérieure a été satisfaisante

Refondre de manière durable les appareils sécuritaires des pays du G5

- Indicateur 1 : augmentation de 50% du nombre d'actions prises dans le but d'établir un diagnostic de l'état des forces de sécurité intérieure
- Indicateur 2 : augmentation de 50% du nombre de standards de fonctionnement des forces de sécurité intérieure identifiés, agréés et mis en œuvre par les pays

MISE EN OEUVRE

Les membres de l'Alliance Sahel s'engagent à accélérer les résultats de développement dans le secteur de la sécurité. Ces résultats seront évalués grâce à un nombre limité d'objectifs ciblés et mesurables définis ci-dessus.

La coordination des analyses et des stratégies entre les partenaires est un facteur décisif de réussite. Il faut donner la priorité à une approche de court terme privilégiant les zones les plus exposées aux menaces sécuritaires.

Les partenaires doivent apporter un soutien budgétaire supplémentaire pour assurer la sécurité de la région, en plus des connaissances opérationnelles et des ressources et capacités de formation qu'ils amènent aux pays du G5 Sahel. En retour, les États doivent s'impliquer dans cet effort de sécurité en assurant la pérennité des dispositifs mis en place.

ALLIANCE SAHEL

6 milliards d'euros à mettre en œuvre
dans plus de 500 projets

dont

2018 : 1,3 Md€ | **2019 : 1,5** Md€

10 milliards d'euros d'engagements

Employabilité des jeunes

0,5 Md€
à mettre en œuvre

0,7 Md€
d'engagements

Objectif 2022

Doublement du nombre de jeunes scolarisés dans l'enseignement technique et professionnel

Développement rural, agriculture et sécurité alimentaire

1,5 Md€
à mettre en œuvre

2,6 Md€
d'engagements

Objectif 2022

+ 20% d'hectares bénéficiant d'une maîtrise totale ou partielle de l'eau

Énergie et climat

2,1 Md€
à mettre en œuvre

2,3 Md€
d'engagements

Objectif 2022

+1,4 million de nouveaux foyers, entreprises, associations etc. bénéficiant d'accès électrique durable

Gouvernance

0,3 Md€
à mettre en œuvre

0,8 Md€
d'engagements

Objectif 2022

80% des représentants des services déconcentrés de l'Etat effectivement en poste dans les territoires

Décentralisation et services de base

2 Md€
à mettre en œuvre

3,3 Md€
d'engagements

Objectif 2022

+25 millions de personnes ayant accès à l'eau

Objectif transversal : 1 million d'emplois créés

+ Sécurité intérieure 0,3 Md€ à mettre en œuvre 0,4 Md€ d'engagements

Objectif 2022
-30% de victimes par homicide intentionnel

Vendredi le 20 Novembre 2015
correction de dicté
ba bin, bar, bain
bibata et Fati
Farida va à landara
Mari est en classe
Souba mange du pain
Fatouma pleur
Fabaiza
Imirana
Hakimou
Hmimou
Mamassaou
Samssia
Bilal ou
Réliaou

PROJETS

TRANS-NATIONAUX

PROJET DE DORSALE NORD DU SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE OUEST-AFRICAIN

Burkina Faso; Niger

SECTEUR : Énergie
CALENDRIER : A compter de 2019
DESCRIPTION : Mise en place d'une dorsale nord, du Nigéria au Burkina Faso en passant par le Niger, du système d'échange d'énergie électrique ouest-africain, afin d'augmenter l'exportation d'énergie et de réduire la dépendance aux énergies fossiles.
OBJECTIFS : Construction des lignes d'interconnexion et assistance au système d'échange d'énergie.
600 MW vont transiter sur la dorsale à l'horizon 2025-2030. 252 localités et 243 000 personnes vont en bénéficier au Niger, 145 localités et 189 000 personnes au Burkina Faso.
MISE EN OEUVRE : Unité de gestion de projet au sein du système d'échange, supervisée par un comité de mise en œuvre (directeurs des compagnies d'électricité et ministères de l'énergie des pays participants et du système d'échange)

10 000 COMMUNAUTÉS EN 1000 JOURS (10KC-1KJ)

Tous les Etats du G5 Sahel

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité ; Énergie
CALENDRIER : 1000 jours à compter de 2018
DESCRIPTION : Création d'un modèle de partenariat liant développement durable et sécurité par l'accès à des services essentiels pour 10 000 communautés du Sahel.
OBJECTIFS : Renforcement de la résilience des communautés, création de partenariats avec les promoteurs privés et création d'une plateforme de partenariat.
A terme, 10 000 communautés, soit près de 5 millions de personnes, vont bénéficier d'un accès aux services de base avec un accent particulier sur l'électricité et l'eau.
MISE EN OEUVRE : Partenariats avec le secteur privé et financement essentiellement privé.

PROJET RÉGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)

Tous les Etats du G5 Sahel

SECTEUR : Agriculture
CALENDRIER : 2015-2021
DESCRIPTION : Aide à l'accès des pasteurs et agro-pasteurs aux moyens de production essentiels et aux marchés dans les zones transfrontalières et le long des axes de transhumance.
OBJECTIFS : Soutien aux pays dans les domaines de la santé animale, la gestion des ressources, l'accès au marché, la gestion des crises et l'appui institutionnel.
Deux millions de personnes vont bénéficier de ce projet.
MISE EN OEUVRE : Investissements décidés par les six pays (G5 Sahel et Sénégal) qui ont joint leurs efforts dans un dispositif régional coordonné par le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS).

PROJET D'INTERCONNEXION ELECTRIQUE DU GHANA VERS LE BURKINA FASO ET LE MALI

Burkina Faso et Mali

SECTEUR : Énergie
CALENDRIER : Définition des bailleurs et bouclage financier en 2019-2020 ; travaux en 2021-2023
DESCRIPTION : Aide aux pays enclavés que sont le Burkina Faso et le Mali pour bénéficier d'une énergie à meilleur prix et moins polluante.
OBJECTIFS : Electrification de centres urbains et ruraux de grande consommation, notamment au Mali.
MISE EN OEUVRE : Etudes en cours pour définir le cadre contractuel et commercial du projet.

GESTION DES FRONTIERES POUR LA STABILITE ET LA SECURITE HUMAINE

Burkina Faso, Mali et Niger

SECTEUR : Gouvernance
CALENDRIER : 2017-2019
DESCRIPTION : Amélioration de la sécurité communautaire et la cohésion sociale des populations dans la zone du plateau (intersection du Burkina Faso, du Niger et du Mali) par une approche transfrontalière intégrée.
OBJECTIFS : Mitigation des vecteurs de conflits : marginalisation de la jeunesse, déficit de confiance entre la population et les forces de sécurité, conflits entre éleveurs et agriculteurs.
MISE EN OEUVRE : Renforcement de la sécurité par l'implication des autorités et l'appropriation par les pays concernés, mais aussi des ONG et de la société civile.

REGION DU LAC TCHAD

PROJET D'APPUI AUX POPULATIONS DÉPLACÉES (PAPD)
Niger

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité ; Gouvernance
CALENDRIER : A compter de 2018
DESCRIPTION : Accès des réfugiés et communautés d'accueil à des services essentiels et opportunités économiques dans un pays qui compte 280 000 personnes déplacées par les conflits.
OBJECTIFS : Renforcement de la résilience au niveau communautaire, y compris par l'amélioration de l'accès aux services de base, de la participation citoyenne et de la gouvernance, puis au plan individuel par le développement des opportunités économiques et de la formation.
MISE EN OEUVRE : Appui sur les systèmes nationaux existants (dont la Stratégie pour le Développement et la Sécurité (SDS) et un groupe de travail national sur le terrorisme) avec le soutien du HCR.

RÉFUGIÉS ET COMMUNAUTÉS AU TCHAD
Tchad

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité ; Gouvernance
CALENDRIER : A compter de 2019
DESCRIPTION : Aide aux 403 000 réfugiés présents au Tchad en assurant la fourniture de services de base
OBJECTIFS : Accès des réfugiés et des communautés d'accueil vulnérables aux opportunités économiques (résilience). Assistance au Tchad dans la gestion des réfugiés.
MISE EN OEUVRE : Réorientation d'un projet existant pour la mise en place de filets sociaux à travers les institutions nationales, dont la CNARR (réfugiés).

RÉSILIENCE ET EMPLOI AU LAC TCHAD (RESTE)
Tchad et Niger

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité ; Agriculture
CALENDRIER : 2018-2022
DESCRIPTION : Amélioration des opportunités économiques, de la sécurité alimentaire et de la gouvernance dans la région du lac Tchad.
OBJECTIFS : Accès aux opportunités économiques par la création d'emplois. Renforcement de la sécurité alimentaire par des services techniques pour les agro- pasteurs.
Accès à l'eau potable par l'assainissement et la sensibilisation à l'hygiène. Renforcement de la gouvernance par le dialogue social.
MISE EN OEUVRE : Contrat de subvention passé avec un consortium de trois ONG (Oxfam, Action contre la faim et Care).

REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET INCLUSIF DU LAC TCHAD (RESILAC)
Tchad et Niger

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité ; Sécurité
CALENDRIER : A compter de 2018
DESCRIPTION : Aide au redressement économique et à la cohésion sociale autour du lac Tchad par l'atténuation des tensions entre les populations et les 2,3 millions de personnes déplacées. Améliorer la résilience au changement climatique.
OBJECTIFS : Création d'emplois sur des chantiers de réhabilitation d'infrastructures et par le micro-entreprenariat agricole et l'apprentissage. Accompagnement des victimes de violences physiques.
Soutien aux communes pour une meilleure gestion des territoires et des ressources.
MISE EN OEUVRE : Mise en œuvre par un consortium d'ONG (Action contre la faim, Care, Urgence, réhabilitation et développement).

NIGER

APPUI À LA JUSTICE, LA SÉCURITÉ ET LA GESTION DES FRONTIÈRES AU NIGER (AJUSEN)
Niger

SECTEURS : Gouvernance ; Sécurité
CALENDRIER : 2016-2018
DESCRIPTION : Aider le Niger en situation de fragilité face à la montée des menaces sécuritaires.
OBJECTIFS : Développement des capacités de l'Etat pour qu'il puisse assurer ses fonctions essentielles (finances, sécurité, justice, migration) ; renforcement des politiques publiques dans les domaines justice, migrations et sécurité ; développement des capacités judiciaires, des forces de sécurité et de gestion des frontières.
MISE EN OEUVRE : Conclusion d'un contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat avec le Niger.

MALI

PROJET D'APPUI AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (PACT)
Mali

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité ; Gouvernance
CALENDRIER : Depuis 2016 (PACT III), à compter de 2018 (PACT IV et V)

DESCRIPTION : Cofinancement des investissements économiques et sociaux en faveur d'environ 770 collectivités territoriales du Mali et environ 15 millions de personnes (majorité de la population malienne)
OBJECTIFS : Garantie des finances des communes pour l'offre de services de base (santé, éducation, services administratifs et eau). Investissements dans les délais et dans les règles, réduction des défauts de construction. Soutien aux mécanismes de contrôle nationaux pour assurer la bonne gestion des fonds des collectivités territoriales.
MISE EN OEUVRE : Cofinancement du transfert des fonds nationaux vers les collectivités territoriales, avec l'aide de l'Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales (ANICT) et à travers le fonds national d'appui aux collectivités territoriales (FNACT).

APPUI À LA DÉCENTRALISATION AU NORD ET AU CENTRE DU MALI (ACTIF)
Mali

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité
CALENDRIER : Depuis 2015 (SDNM), à compter de 2017 (ACTIF)
CALENDRIER : A comp¬ter de 2018
DESCRIPTION : Investissement pour amélio¬rer les conditions de vie des populations du Nord Mali et de Mopti par l'accès à des ser¬vices de base et à des activités génératrices de revenus.
OBJECTIFS : Renforcement des compétences de base et de l'insertion économique et sociale par la mise en place de parcours au bénéfice de 3000 jeunes, l'amélioration qualitative de l'enseignement et le renforcement des capacités de formation des collectivités.
Appui aux projets d'investissement des collectivités dans la formation et l'éducation pour leur permettre d'assurer la fourniture de services dans ces domaines.
MISE EN OEUVRE : Contrat de gré à gré entre l'opérateur et une ONG (Handicap international), investissement réalisé directement par l'opérateur puis utilisation de la procédure nationale pour subventionner les investissements supplémentaires via l'Agence na¬tionale d'investissement des collectivités territoriales (ANICT).

RELÈVEMENT ET STABILISATION DE LA ZONE ÉCONOMIQUE DE KONNA
Mali

SECTEURS : Décentralisation ; Employabilité
CALENDRIER : A compter de 2018
DESCRIPTION : Réhabilitation des infrastructures détruites en 2013, dont le port de pêche de Konna, qui faisait vivre260 000 personnes au sommet de ses activités.
OBJECTIFS : Création d'emploi, accès à des services de base, amélioration de la participation citoyenne pour faire face au recrutement des jeunes et des plus vulnérables par les groupes insurgés.
MISE EN OEUVRE : Amplification et redirection de projets existants des partenaires de l'Alliance

BURKINA FASO

APPUI BUDGÉTAIRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'URGENCE SAHEL (PUS)
Burkina Faso

SECTEURS : Gouvernance ; Sécurité
CALENDRIER : A compter de 2018
DESCRIPTION : Accompagnement de la mise en œuvre du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS).
OBJECTIFS : Amélioration de la sécurité des personnes et des biens et de l'accès aux services sociaux de base, réduction de la vulnérabilité et renforcement de la présence de l'Etat.
MISE EN OEUVRE : Appui budgétaire direct au Trésor public. Une convention de financement va être signée avec le ministère des finances et des soutiens techniques complémentaires vont être apportés pour la maîtrise d'ouvrage et la communication à hauteur d'un million d'euros.

MAURITANIE

PROJET D'APPUI AU DÉPLOIEMENT DU REGISTRE SOCIAL ET DU PROGRAMME DE TRANSFERTS SOCIAUX TEKAVOUL
Mauritanie

SECTEUR : Décentralisation
CALENDRIER : A compter de 2017
DESCRIPTION : Aide aux ménages pauvres et vulnérables aux chocs, identifiés par les communautés dans les villages et les quartiers d'intervention du « triangle de la pauvreté ».
OBJECTIFS : Déploiement du Registre Social (cibles : le programme TEKAVOUL de soutien aux ménages par des transferts monétaires effectués par un réseau d'agents de paiements du secteur privé, mais aussi le programme de réponse aux chocs et le futur programme INAYA d'incitation à l'utilisation des services de santé de base).
Le Registre Social couvre 53 000 ménages, et le programme de transferts sociaux TEKAVOUL 12 000 ménages. Le but est d'atteindre 200 000 ménages et 100 000 ménages respectivement à l'horizon 2021.
MISE EN OEUVRE : Appui aux systèmes nationaux existants qui incluent des agences de paiement du secteur privé et des ONG.

FRANCE

Rémy Rioux
Directeur Général de l'Agence française de développement (AFD)

L'Alliance Sahel est une initiative qui réunit les pays du G5 Sahel, la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le PNUD, auxquels se sont ajoutés l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Objectif : fédérer et coordonner comme jamais notre engagement commun pour un Sahel prospère, résilient, inclusif, dynamique pour ses populations. En agissant dans des domaines d'actions prioritaires comme l'éducation et l'emploi des jeunes, le développement rural et la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie et le climat. Ensemble nous allons nous engager sur des objectifs précis et innover dans nos méthodes pour garantir des impacts tangibles et durables. Le développement est un levier indispensable et complémentaire aux leviers de la diplomatie et de la défense. C'est notre action en 3D – diplomatie, défense, développement – qui va réunir les conditions de la stabilité du Sahel dans les années à venir.

ALLEMAGNE

Dr. Gerd Müller
Ministre fédéral allemand pour la Coopération économique et du Développement

Nous avons besoin de l'Alliance Sahel, car des progrès tangibles en matière de développement constituent un préalable clé à la stabilité et la sécurité dans les Etats de la région. Les populations veulent voir des améliorations concrètes : des écoles pour leurs enfants, des hôpitaux qui fonctionnent bien, ainsi que des administrations locales fiables. En tant que partenaire fiable aux côtés des Etats du G5, nous sommes prêts à y apporter une contribution décisive à travers l'Alliance Sahel. Cette contribution n'aura du succès que si les Etats du Sahel eux-mêmes sont prêts à s'engager davantage.

UNION EUROPÉENNE

Neven Mimica
Commissaire européen pour la coopération internationale et le développement

Le Sahel est le cœur battant de l'Afrique et la clé de voute de la stabilité à l'échelle du continent, et au-delà. Cette zone comptant en son sein certains pays parmi les plus fragiles du monde doit aujourd'hui faire face à des défis grandissants qui nous concernent tous. Dans une région où pauvreté et instabilité s'alimentent mutuellement dans un cercle infernal, un soutien accru relève à la fois d'une nécessité absolue et d'une responsabilité partagée entre les Gouvernements du G5 et la communauté internationale. Avec un seul objectif en vue: l'amélioration des conditions de vie des millions de femmes et d'hommes qui vivent dans la région. L'Alliance Sahel veut accompagner les priorités des pays du G5, en mobilisant les efforts autour de 6 secteurs prioritaires, avec un accent particulier sur les zones fragiles. Pour qu'un jour le Sahel cesse d'être associé à tant de drames et de souffrances.

BANQUE MONDIALE

Makhtar Diop
Vice-Président, Afrique, Banque mondiale

Au Sahel, paix et développement vont de pair. L'Alliance Sahel illustre la volonté des partenaires au développement de fédérer leurs efforts et mieux coordonner leurs actions afin de créer les conditions d'une paix et d'une croissance durables. L'Alliance et les pays du Sahel ont l'objectif ambitieux de doubler l'accès aux énergies renouvelables dans les cinq ans à venir. Car promouvoir l'accès universel à une énergie fiable, abordable et renouvelable, c'est favoriser la croissance et améliorer les conditions de vie des populations sahéliennes. L'électricité, c'est la vie…

PNUD

Abdoulaye Mar Dieye
Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

Le Sahel est un bien public mondial. Les défis posés par cette région ne peuvent pas être réglés au coup par coup, sans le bénéfice d'une approche commune. Il nous faut un Plan Marshall pour y faire face et tirer parti du plein potentiel de la région. Les interventions du PNUD s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et sont fondées sur notre récente « Étude des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions transfrontalières du Sahel », sur les recherches que nous menons actuellement pour établir la cartographie des déplacements de la radicalisation ainsi que sur notre programme régional de prévention de l'extrémisme violent selon une approche axée sur le développement.

ESPAGNE

Luis Tejada
Directeur Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)

Le Sahel est une région prioritaire pour la Coopération Espagnole. Les pays de la région ont bénéficié ces dernières années d'une augmentation significative de l'aide publique au développement et d'une présence institutionnelle plus importante de l'Espagne. Ce sont des pays dont la population rurale est nombreuse, qui souffrent de crises alimentaires cycliques et qui manquent de services sociaux de base appropriés. Par conséquent nous travaillons principalement sur le développement rural et la sécurité alimentaire, ainsi que dans le secteur de la santé et dans le soutien à la gouvernance. L'Espagne est prête à collaborer davantage avec la région et a renouvelé son engagement à travers sa participation à l'Alliance Sahel, une initiative visant à accroitre la mobilisation de la communauté internationale et la coordination des partenaires, de façon à accélérer l'obtention de résultats.

ITALIE

Mario Giro
Ministre Délégué aux Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République Italienne

L'Italie soutient avec conviction les Gouvernements et les Peuples du Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad dans leurs efforts visant à consolider la paix et la démocratie dans le Sahel, région prioritaire pour notre politique étrangère et de coopération. Le partenariat avec les Pays G5 dans le cadre de l'Alliance Sahel représente une ressource importante pour atteindre notre but commun. En accord avec les partenaires sahéliens, nos projets ont l'ambition de répondre – entre autres – aux défis de la stabilité des Etats, de la création d'emploi pour jeunes et femmes et de la protection de l'environnement, enjeux décisifs pour l'avenir de la région, en vue d'un développement réellement endogène et de la gestion commune des migrations.

ROYAUME-UNI

Penny Mordaunt
Secrétaire d'État au développement international, DFID

Au cœur de l'Alliance Sahel se trouvent les objectifs d'efficacité, d'efficience et de résultats concrets - objectifs qui sont au cœur de mon approche du développement en tant que Secrétaire d'Etat au Département du développement international du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni est heureux d'avoir rejoint l'Alliance Sahel en étroite collaboration avec ses partenaires européens, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le PNUD pour aider les pays du G5 à relever certains des défis de développement les plus difficiles dans la région. Ensemble, nous pouvons offrir de meilleurs services, des débouchés économiques et une stabilité qui apporteront un soutien vital et indispensable à certaines des populations les plus pauvres de la région.

Contact unité de coordination de l'Alliance Sahel :
Jean-Marc Gravellini - gravellinijm.ext@afd.fr - +33 6 27 56 84 93

Contact presse :
Valentin Riehm - riehmv@afd.fr - +33 1 53 44 62 43